

N°6 / Juin 2025

**Magazine**  
**KAS Éco**



## **Chômage, formation, IA : les grands enjeux de l'emploi**

---

Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie

[www.kas.de/algerien](http://www.kas.de/algerien)

## Sommaire

Éditorial .....	2
Entretien avec Dr. Rabah Tarmoul .....	3
Le poids de l’informel chamboule toutes les projections .....	7
La transformation touchera 22% des emplois d’ici 2030 .....	9
Allemagne : En quête de main-d’œuvre qualifiée .....	12
IA générative : Un emploi sur quatre à risque de transformation .....	15
Des facteurs freinant la croissance de l’emploi, selon l’OIT .....	18

## Éditorial

Cher lecteur, chère lectrice,

Ce sixième numéro aborde un thème central de toute politique économique : *l’importance du travail et de l’emploi*.

L’emploi ne se résume pas simplement à un revenu ou à une donnée macroéconomique. Le travail est avant tout une forme d’accomplissement personnel, une manière naturelle de s’impliquer dans la vie économique, de subvenir à ses besoins, de nourrir sa famille, et de contribuer activement à la prospérité collective.

C’est pourquoi il est essentiel que des opportunités d’emploi existent dans une économie dynamique, et que salariés, employeurs et pouvoirs publics collaborent intelligemment pour construire un système solide et durable.

L’éducation et la formation professionnelle jouent un rôle décisif à cet égard. En allemand, le mot *Beruf* (métier) trouve son origine dans *Berufung* (vocation), soulignant ainsi l’importance et la dignité d’un métier dans la vie quotidienne.

Dans ce numéro, nous vous proposons un éclairage sur la situation du travail en Algérie et en Allemagne. Nous reviendrons sur le Salon de l’Emploi d’Alger, les perspectives dans une économie marquée par l’essor de l’intelligence artificielle, et sur le potentiel de coopération entre nos deux pays au service du bien-être de nos sociétés et de la confiance en l’avenir.

Très bonne lecture à toutes et à tous.

**Matthias Schäfer**

Directeur

Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie

*Pour plus de détails  
sur la fondation  
Konrad Adenauer en  
Algérie, merci de  
visiter le site suivant :  
[www.kas.de/algerien](http://www.kas.de/algerien)*



## L'entretien

**Dr. Rabah Tarmoul**

Enseignant-chercheur à l'université de Béjaïa

## « Le chômage en Algérie est de nature structurelle »

L'économiste **Rabah Tarmoul** a esquissé dans cet entretien, la réalité du marché du travail en Algérie, et le fléau du chômage, qui de son point de vue, est largement encouragé par le manque d'investissements productifs. Pour cet enseignant-chercheur universitaire, le chômage, devenu problématique des diplômés et la part de plus en plus croissante de l'informel rendent l'équation difficile à résoudre.

**Le taux de chômage en Algérie pour l'année 2024 a été de 9,7%, selon l'Office national des statistiques (ONS). Quelle lecture faites-vous de ce chiffre et qu'en est-il de la réalité du marché du travail dans le pays?**

Avant de répondre à votre question, je tiens à vous signaler la carence de données sur l'emploi et le chômage, de plus les données disponibles sont produites principalement à base d'enquête auprès des ménages. Donc des données dont l'objectivité est relative, et qui devrait être utilisées, à mon sens, à titre indicatif dans l'analyse de l'évolution des deux phénomènes et non à des fins de mesure à proprement parler. En outre, les travaux sur les deux problématiques sont rares également.

Pour revenir à votre question, je pense que le taux de 9,7% est un taux raisonnable, dans la mesure où l'on tient compte de l'emploi informel et de la population qui se positionne dans une situation intermédiaire entre la population inactive et la population au chômage, ce qui est appelé « halo du chômage ». Des personnes disponibles à travailler mais qui ne sont pas à la recherche d'un emploi, et ce, pour plusieurs raisons, comme les raisons familiales, ou bien penser qu'il n'y a pas de postes d'emploi, etc. Cette population est estimée à 1.583.000 personnes en mai 2019, dont plus de 58% sont des femmes et plus de 2/3 sont des jeunes avec un faible niveau d'instruction. Un taux en diminution relativement aux années passées.

Par ailleurs, ce qui me semble intéressant à analyser est la nature de ce chômage et la qualité de l'emploi créée. De mon point de vue, le chômage en Algérie est de nature structurelle, dont les solutions dépassent les ajustements du marché du travail. Les emplois, pour l'instant, c'est plutôt, l'insuffisance d'investissements productifs dans un contexte de croissance plus que proportionnelle de la population active, qui en sont les principales causes. En matière de qualité, les emplois créés ces dernières années semblent être de plus en plus stables et plus décents. En somme, nous constatons une relative réduction de la situation de sous-emploi et de l'emploi informel précaire, et remplacée par des emplois salariés permanents. Les résultats de l'enquête emploi menée par l'ONS en octobre 2024, révèle que l'emploi salarié représente 68,9 % de l'emploi total, un taux en progression relativement aux années passées. Un salariat qui tend à devenir de plus en plus permanent. En 2024, l'emploi salarié permanent représente 43,8 % de l'emploi total, alors qu'il n'était que de 32,9% en 2010.

### Quels sont les secteurs pourvoyeurs d'emploi ?

Grossièrement, le principal pourvoyeur d'emploi en Algérie est le secteur non marchand de l'économie, et ce, depuis l'an 2000, avec une proportion qui oscille aux tours du tiers (1/3) de l'emploi total. Rien que pour l'année 2024, les résultats de l'enquête de l'ONS révèle que l'administration publique et le secteur de la santé et de l'action sociale occupent 32,9% des salariés. Puis vient le commerce en seconde position, avec une part stable qui se situe aux alentours de 15%. La part de l'industrie manufacturière a connu de légères fluctuations entre 11% et 13 %. Par contre, la part du secteur de la construction qui occupait 14% en 2024 a connu une progression en 2 phases depuis l'an 2000. Une phase de croissance durant la première décennie en passant de 9,9% en 2000 à 19,4% en 2010, puis une phase de décroissance continue pour atteindre 14% en 2024. De même, la part de l'emploi agricole a décliné, en passant de 14,12% en l'an 2000 à 8,8% en 2014. Il se stabilise autour de 9%. La part du secteur des services marchands a chuté de 15,82 % en l'an 2000 à 10,5% en 2014. Depuis elle a connu une ascension continue jusqu'à atteindre 15,2 % en 2024. En somme, et au regard des évolutions des parts d'emplois sectorielles depuis l'an 2000, nous assistons au remplacement de la perte d'emplois dans le secteur de la construction, due essentiellement au ralentissement de l'ambitieux programme public d'infrastructures par des emplois publics dans l'administration et les services publics non marchands.

### Qu'en est-il de l'emploi féminin ?

Il est d'abord important de dire que le nombre de femmes à la recherche d'un emploi est en constante évolution ces dernières années. En 2024, le taux de participation des femmes à la force de travail a atteint 19,2 %, alors que ce taux n'était que 14,2% en 2010. Cela dénote le recul du nombre de femmes au foyer et peut être expliqué par l'évolution de la société et par l'accès des femmes à des diplômes supérieurs. Egalement, elle peut-être expliquée en partie par le fait que la recherche d'emploi par ces femmes n'est que pour des raisons statistiques pour bénéficier de l'allocation de chômage. Les femmes sont de plus en plus employées, le taux d'emploi féminin a atteint 14,3% en 2024, alors qu'il n'était que de 11,5% en 2010. Elles sont davantage employées dans les administrations et les secteurs de la santé et de la protection sociale. Ces secteurs occupent 58% de la main-d'œuvre féminine en 2024, suivi du secteur des industries manufacturières qui occupent un plus de 17%. Au final, je peux avancer deux remarques sur l'emploi féminin. La première, c'est qu'il existe des disparités dans l'emploi des femmes en fonction du niveau d'instruction et en fonction du lieu de résidence. Les femmes ayant des diplômes universitaires sont les plus employées, suivies des femmes ayant des diplômes de la formation professionnelle et enfin un taux d'emploi faible pour les femmes sans instruction. D'ailleurs, 55% des femmes employées occupent des professions intellectuelles, dont 48,9% des emplois administratifs et 38,1% des postes de cadres moyens. Par ailleurs, les femmes qui habitent les villes sont plus employées que les femmes rurales.

La deuxième remarque, est que l'industrie manufacturière emploie de moins en moins les femmes. Leur part dans l'emploi féminin total a perdu près de 10 points de pourcentage entre 2010 et 2024 pour atteindre 27,1% de l'emploi féminin total l'an dernier.

### **Une autre frange connaît aussi un chômage endémique. Il s'agit des diplômés. Qu'en pensez-vous ?**

Le chômage des diplômés est en progression continue et tend à devenir la principale problématique de l'emploi en Algérie. Il représente un peu plus de 57% du total des personnes au chômage en 2024. Il s'agit d'un chômage qui touche, plutôt, les diplômés de l'enseignement supérieur avec une proportion de 31,4% que les diplômés du secteur de la formation professionnelle avec 26,1% du total des chômeurs. Deux caractéristiques de ce chômage me semblent importantes à clarifier. La première est que ce chômage demeure un chômage de longue durée, et ce, en dépit de la création de plus en plus d'emplois pour les diplômés. Le taux de chômeurs de longue durée a régressé de 62,9% à 59,3% entre 2019 et 2024. Un constat qui conforte quelque peu notre hypothèse sur la nature structurelle du chômage en Algérie. La seconde, est que les emplois créés concernent davantage les diplômés du secteur de la formation professionnelle que les diplômés de l'université. Entre 2019 et 2024, le taux de chômeurs diplômés universitaires a progressé de 3,6 points, en passant de 27,8% à 31,4%, alors que le taux de ceux diplômés de la formation professionnelle a reculé de 26,5% à 26,1%.

A mon humble avis, cet état de fait peut être expliqué par l'insuffisance de l'investissement productif, en particulier dans les industries de transformation pourvoyeuses d'emplois, qu'il conviendrait de booster à travers la mise en place de bonnes institutions économiques, reflétant une transparente bonne gouvernance économique. Dans cet esprit, une réforme du système de formation en général et la formation supérieure serait nécessaire pour l'orientation des étudiants arrivant à l'université vers les domaines des sciences de l'ingénieur et des sciences techniques, puisqu'en l'état actuel des choses, la grande majorité des étudiants universitaires sont inscrits dans des cursus relevant des sciences sociales et humaines et dans les sciences de la nature et de la vie. Des profils plus adaptés aux emplois dans l'administration et les autres services non marchands, or le secteur non marchand, avec principalement l'administration est en pléthore de cadres. De plus, et dans une perspective d'une générale digitalisation du service public administratif, de moins en moins de création d'emplois y seront consentis, y compris pour les diplômés de la formation professionnelle.

### **Le phénomène de l'informel, véritable gangrène de l'économie nationale, est néanmoins un grand réservoir d'emplois précaires pour de larges pans de la société. Quelle est la part et le poids de l'emploi informel ?**

Je pense que depuis l'amorce de la libéralisation de l'économie nationale, l'emploi informel – non salariés ou sous-déclarés à l'assurance sociale ou sous différentes formes - représente une composante essentielle de la demande sur le marché du travail en Algérie, qui s'est amplifié avec la propagation de l'activité informelle. A titre indicatif, les données de l'ONS montrent qu'en 2019, près de 42% du total des employés ne sont pas affiliés au régime de la protection sociale. Cette ampleur de l'emploi informel peut être expliquée par deux éléments. D'abord, l'informalité qui caractérise les activités des secteurs phares de notre économie mène vers la création d'emplois à prépondérance informelle, c'est une conséquence logique. Des activités à forte dominance privée et de la petite taille dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, du transport et communication et du BTPH. Ensuite, par le fait que ce type d'emplois est alimenté par une importante population jeune sans diplôme et avec un niveau d'instruction bas, et qui représente 42% du total des chômeurs en 2024. Des jeunes qui font des petits boulots non permanents, comme receveur de bus, serveur, manœuvre, cueilleur de récoltes maraichères, vendeur, etc. et avec des salaires généralement bas. Donc une

occupation régulière, en se faisant parfois, embaucher et débaucher plusieurs fois dans l'année et dans des emplois de natures différentes. Des emplois investis aussi par des jeunes diplômés, mais de façon transitoire, en attendant de décrocher un poste d'emploi stable et permanent. Enfin, des emplois exercés, à titre complémentaire, de manière indépendante ou comme journalier, durant leurs périodes de repos ou en fin de journée, par des employés qui exercent des tâches d'exécution moins rémunérées dans l'industrie ou dans l'administration.

### **De plus en plus de jeunes Algériens déclarent vouloir décrocher un emploi à l'étranger. Pourquoi un tel phénomène ?**

En l'absence d'enquête sur ce phénomène, ma lecture de l'attitude de ces jeunes me renvoie à plusieurs pistes. Par exemple, les jeunes chômeurs de longue durée voient que l'allocation de chômage instituée par les pouvoirs publics est insuffisante pour subvenir à leurs besoins au regard du coût de la vie. Par contre, leurs insertions dans les marchés de travail des pays développés, même en occupant des emplois précaires, leurs permettraient de vivre et de faire de petites économies en devises, lesquelles une fois transférées et échangées contre la monnaie nationale leurs permettra d'obtenir une importante somme d'argent, en raison de la faible parité de la monnaie nationale. Ce qui, bien entendu, leur permettra de soutenir leurs familles respectives pour élever leurs standings de vie et aussi s'acquérir un statut social parmi leurs communautés en dépensant aisément durant leurs vacances. Néanmoins, la mise en place accélérée de l'investissement productif dans notre pays et la prise de conscience de l'atmosphère de crises que traverses les pays traditionnellement hôtes de nos jeunes feraient, peut être, changer d'avis à ces jeunes. Comme ils peuvent décrocher des contrats de travail à distance dans les pays développés, grâce à la généralisation et la démocratisation de l'internet dans notre pays, et ainsi exporter des services en créant leurs propres petites entreprises, tout en demeurant physiquement au pays.

### **Le travail à distance est de plus en plus en vogue. Pourquoi et jusqu'au ira cette tendance ?**

Le travail à distance a été particulièrement propulsé durant la période de la Covid-19. Il s'agit d'un travail rendu possible par la généralisation de l'usage des technologies d'information et de communication. C'est une forme de travail économiquement bénéfique aussi bien pour les entreprises que pour leurs salariés. Les entreprises économiseront sur les coûts liés à la mise en place de bonnes conditions de travail en présentiel des salariés. En outre, et à la même occasion, réduire les coûts liés à la gouvernance de l'entreprise et s'assurer d'un meilleur rendement des salariés, puisqu'à distance les salariés, étant libres, aménagent leurs temps de travail avec aisance et par voie de conséquence ils seraient plus productifs. Pour le salarié, le travail à distance lui permettra de faire des économies sur les frais de déplacements, de la restauration à l'extérieur et de l'achat des effets vestimentaires exigés pour son poste d'emploi par exemple. Ce type de travail, lui permettra, également, d'éviter le stress lié au souci d'être ponctuel et le stress lié au travail présentiel et ainsi se prémunir contre un certain nombre de maladies, tout en étant plus productif. Cependant, et de mon point de vue, deux conséquences risquent de freiner l'évolution de cette tendance. La première est que son élargissement risque de causer d'importants manques à gagner pour les prestataires de services comme les transports, les restaurateurs, pour les entreprises industrielles de vêtements, de chaussures, et par voie de conséquences la libération d'une partie de leurs effectifs. Pour s'en prémunir, les Etats vont modifier leur législations de travail de façon à limiter l'importance de ce type d'emplois relativement au présentiel dans les contrats de travail. La seconde, qui me semble, aussi importante à évoquer est qu'une fois ce type d'emploi atteint un niveau qui menace l'unité sociale de l'entreprise, les organisations syndicales vont réagir est demander de limiter l'importance de ce type de travail par rapport au travail présentiel.



## Activité, emploi et chômage en Algérie

# Le poids de l'informel chamboule toutes les projections

Les enquêtes sur l'emploi et le chômage en Algérie se font désirer ces dernières années. Il a fallu des années, la dernière étude du genre remonte à six ans (avril- mai 2019), pour que l'Office national des statistiques (ONS) - cet établissement public à caractère administratif chargé de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information statistique socio-économique – daigne, enfin, y livrer ses résultats préliminaires relatifs à l'enquête Activité, Emploi et Chômage du mois d'octobre, puis de toute l'année 2024. Il en ressort d'ailleurs que le taux de chômage a été de 12,7% à octobre 2024 et la population à la recherche d'emploi était estimée à 1 759 000 personnes. Un taux proche, d'ailleurs de celui donné en 2023 (12,25%) par les institutions financières internationales. Mais une semaine seulement après sa publication, l'ONS a long communiqué tenu à revoir à la baisse le taux de chômage en Algérie, en le portant à 9,7% pour l'année 2024. L'ONS a ainsi « corrigé » ses résultats préliminaires relatifs à son enquête, tout en apportant des explications quant à cette soudaine revue à la baisse du taux de chômage pour l'année 2024. Et d'indiquer qu'il fallait ajuster les données recueillies, citant au passage le poids de l'emploi informel, non sans relever que «les réponses pouvant être considérées de circonstance apportées à certaines questions de l'enquête, ainsi que le nombre de postes d'emploi créés durant le dernier trimestre, notamment au mois d'octobre, et non pris en charge dans l'enquête» sont à même de fausser les résultats. De ses explications, l'ONS conclut qu'après «les vérifications et ajustements apportés», le taux de chômage atteint 9,7% à la fin de l'année 2024.

Par ailleurs, l'ONS, pour qui la production régulière de ce type d'enquête fournit les informations nécessaires permettant de vérifier et d'ajuster les politiques publiques et de mesurer les progrès réalisés en matière de création d'emplois, notamment en faveur des jeunes, souligne que les résultats préliminaires de l'enquête qui seront appelés à être consolidés lors de la prochaine enquête de l'année 2025 montrent une «importante» création d'emplois, dont l'ONS cite le chiffre de 450 000 emplois.

## Progression de l'emploi féminin

L'enquête de l'Office révèle, par ailleurs, que 12,055 millions de personnes étaient occupées à octobre 2024 dont un occupé sur cinq est une femme (2,359 millions). Les dernières données de l'ONS montrent, en effet, une progression de l'emploi féminin. «La population féminine occupée continue sa progression et forme 19,6% de la main-d'œuvre totale», souligne l'ONS. Autre élément : la population active féminine a franchi pour la première fois le seuil des trois millions de personnes pour atteindre 3 163 000, soit 22,9% de la population active totale. Cette dernière est estimée à 13 814 000 personnes au niveau national. L'augmentation de la population active enregistrée depuis mai 2019 est due essentiellement à l'augmentation significative du volume de la population occupée du moment (+774 000), associée à une augmentation relativement moins importante de la population à la recherche d'emploi au cours de cette période (+310 000)», selon les explications de l'ONS. En outre, l'ONS révèle une nette progression du salariat permanent, qui constitue la forme d'emploi la plus dominante du marché du travail en Algérie, représentant 43,8% de l'emploi total. En revanche, l'auto-emploi (employeurs et indépendants) constitue 29,8% de la force de travail alors que la part du salariat non permanent est net recul. D'autre part, des disparités sont relevées par l'enquête, et ce, par âge et par niveau d'instruction. En effet, le taux de chômage des jeunes (16-24 ans) est de 29,3% et la répartition des chômeurs, selon le diplôme obtenu, fait ressortir que 748 000 chômeurs n'ont aucun diplôme, soit 42,5% de l'ensemble de la population en chômage. Les diplômés de l'enseignement supérieur représentent 31,4% et ceux de la formation professionnelle 26,1%.

Enfin, et par secteur d'activité, l'enquête de l'ONS fait ressortir 17,4% de la main-d'œuvre totale exerce dans l'administration publique hors secteur sanitaire ; 15,5% dans le secteur de la santé et l'action sociale ; 15,3% dans le commerce ; 14% dans le secteur de la construction et 13,6% dans le secteur des industries manufacturières. Le secteur agricole, quant à lui, représente 9% de l'emploi total.



Les tendances qui façonnent le marché du travail dans le monde

## La transformation touchera 22% des emplois d'ici 2030

---

Le marché du travail dans le monde connaîtra des changements importants dans les prochaines années. Les avancées technologiques, les changements démographiques, les tensions géoéconomiques et les pressions économiques sont les principaux moteurs de ces changements, qui remodelent les industries et les professions dans le monde entier. C'est ce qui ressort du « Future of jobs Report 2025 » qu'a publié début janvier le Forum économique mondial. S'appuyant sur les données de plus de 1 000 entreprises, le rapport constate que le déficit de compétences reste l'obstacle le plus important à la transformation des entreprises aujourd'hui. En effet, près de 40 % des compétences requises sur le lieu de travail sont appelées à changer et 63 % des employeurs citent déjà ce déficit comme le principal obstacle auquel ils sont confrontés. Les compétences technologiques en matière d'Intelligence artificielle (IA), de Big Data et de cyber-sécurité devraient connaître une croissance rapide de la demande, mais les compétences humaines, telles que la pensée créative, la résilience, la flexibilité et l'agilité, resteront essentielles. Parmi les compétences qui connaîtront la croissance la plus rapide d'ici à 2030, on trouve des compétences technologiques ainsi que des compétences humaines, telles que les compétences cognitives et la collaboration. Une action collective dans les secteurs public, privé et éducatif est nécessaire de toute urgence pour combler les déficits de compétences croissants, estime le Forum. Certains des emplois à la croissance la plus rapide concernent la technologie, les données et l'IA, mais devraient aussi toucher des rôles essentiels de l'économie, y compris les chauffeurs livreurs, les métiers du

soin, les éducateurs, les ouvriers du bâtiment et les travailleurs agricoles. Des augmentations significatives sont également prévues pour les emplois dans le domaine des soins, tels que les infirmiers, et de l'éducation, tels que les enseignants du secondaire, les tendances démographiques étant à l'origine de la croissance de la demande dans tous les secteurs essentiels. Parallèlement, les métiers tels que ceux exercés par les caissiers et les assistants administratifs restent parmi ceux connaissant le déclin le plus rapide, mais ils sont désormais rejoints par des fonctions telles que celles des graphistes, alors que l'IA générative remodèle rapidement le marché du travail. Selon le rapport, 78 millions de nouvelles opportunités d'emploi seront créées d'ici à 2030, mais il y a un besoin urgent d'acquisition de compétences pour préparer la main-d'œuvre, précise-t-on. En effet, souligne le rapport, et outre la transformation du marché du travail qui touchera 22 % des emplois d'ici 2030, 170 millions de nouveaux rôles devraient être créés et 92 millions supprimés, soit une augmentation nette de 78 millions d'emplois. Les fonctions de première ligne et les secteurs essentiels tels que les soins et l'éducation devraient connaître la plus forte croissance de l'emploi d'ici à 2030. De plus, les progrès de l'IA et des énergies renouvelables remodèlent le marché, entraînant une augmentation de la demande pour de nombreuses fonctions technologiques ou spécialisées, tout en accélérant le déclin pour d'autres rôles, tels que les graphistes. Des experts du Forum alertent, à cet effet, que des tendances telles que l'IA générative et les changements technologiques rapides bouleverseront les industries et les marchés du travail, créant à la fois des opportunités sans précédent et des risques sérieux. « Le moment est venu pour les entreprises et les gouvernements de travailler ensemble, d'investir dans les compétences et de créer une main-d'œuvre mondiale équitable et résiliente » estiment-ils.

## Le déficit de compétences

Selon le rapport du Forum économique mondial, le déficit de compétences reste l'obstacle le plus important à la transformation des entreprises en réponse aux macro-tendances mondiales. Les compétences technologiques en matière d'IA, de Big Data, de réseaux et de cyber-sécurité devraient connaître la croissance la plus rapide de la demande, mais les compétences humaines, telles que la pensée analytique, les compétences cognitives, la résilience, le leadership et la collaboration resteront des compétences de base essentielles. Combiner ces deux types de compétences sera de plus en plus souvent nécessaire pour de nombreux emplois en expansion. Près de la moitié des employeurs prévoient de transférer le personnel des fonctions exposées aux perturbations engendrées par l'IA vers d'autres secteurs de leur entreprise ; une occasion d'atténuer les pénuries de compétences tout en réduisant le coût humain de la transformation technologique. Compte tenu de la croissance rapide des technologies émergentes, les chefs d'entreprise, les décideurs politiques et les employés devront travailler ensemble pour garantir la préparation de la main-d'œuvre tout en réduisant les risques de chômage dans tous les secteurs et toutes les zones géographiques.

Par ailleurs, l'augmentation du coût de la vie est un autre facteur clé de l'évolution du marché du travail, la moitié des employeurs s'attendant à ce qu'elle transforme les modèles d'entreprise. Bien que l'inflation mondiale ait diminué, les pressions sur les prix et le ralentissement de la croissance économique devraient entraîner la suppression de 6 millions d'emplois dans le monde d'ici à 2030. « Ces défis augmentent la demande de résilience, d'agilité, de flexibilité et de pensée créative », indique le rapport. En outre, les changements démographiques remodèlent les marchés du travail. En effet, le vieillissement des populations, principalement dans les pays à revenu élevé, stimule la demande de rôles dans le secteur de la santé, et l'augmentation des populations en âge de travailler dans les régions à faible revenu alimente la

croissance des professions de l'éducation. Les stratégies de main-d'œuvre axées sur l'amélioration des compétences en matière de gestion des talents, d'enseignement et de mentorat sont essentielles pour combler ces lacunes, a-t-on relevé. Les tensions géopolitiques sont une préoccupation majeure pour 34 % des entreprises, tandis que les restrictions commerciales et les changements de politique industrielle en transforment beaucoup d'autres, certaines entreprises prévoyant de s'adapter à l'aide de stratégies de délocalisation et de relocalisation. Ces pressions augmentent également la demande de compétences telles que la cybersécurité. Enfin, le rapport requiert une action urgente et collective de la part des gouvernements, des entreprises et du secteur de l'enseignement. Les domaines prioritaires clés comprennent le comblement des déficits de compétences, l'investissement dans des initiatives de reconversion et d'acquisition de compétences et la création de voies d'accès à des emplois à la croissance rapide et à des compétences de plus en plus demandées. « En donnant la priorité à des transitions et des stratégies équitables et inclusives pour la main-d'œuvre, et en soutenant les travailleurs tout au long de ces transformations, les parties prenantes peuvent construire une main d'œuvre mondiale résiliente et dotée d'une grande capacité d'adaptation, prête à s'épanouir dans les emplois de demain » a-t-on conclu.



## Marché du travail en Allemagne

# En quête de main-d'œuvre qualifiée

Les perspectives d'emploi en Allemagne sont généralement positives et bénéficient d'une économie robuste et de diverses opportunités d'emploi. Le pays connaît un faible taux de chômage et une forte concentration sur la main-d'œuvre qualifiée. La demande de professionnels qualifiés dans divers secteurs est en hausse, en particulier dans des villes comme Berlin, Munich, Francfort, Hambourg, Cologne, Leipzig, Stuttgart, Darmstadt et Stuttgart. En outre, des secteurs clés tels que l'informatique, l'ingénierie, la santé, les soins infirmiers, la finance, la gestion, les ressources humaines, le marketing et les ventes, la comptabilité, l'hôtellerie, la restauration, la fabrication, etc. contribuent à un marché du travail dynamique. L'engagement du pays en faveur de l'innovation et de l'Industrie 4.0 crée une demande de professionnels qualifiés, en particulier dans des domaines tels que l'ingénierie, l'informatique et la recherche. La tendance du travail à distance en Allemagne offre une flexibilité tant aux employés qu'aux employeurs. De plus, la culture des start-up dans le pays favorise l'innovation et crée de nouvelles opportunités d'emploi. Dans l'ensemble, l'Allemagne présente un environnement prometteur pour ceux qui disposent des compétences et des stratégies appropriées. Divers secteurs en Allemagne sont de plus en plus demandés et il existe un besoin de professionnels qualifiés dans ces secteurs. Les entreprises allemandes recherchent activement des travailleurs qualifiés possédant une expertise dans les domaines émergents. L'évolution du marché du travail met l'accent sur la nécessité d'une formation continue et d'un perfectionnement professionnel. Les travailleurs sont encouragés à s'adapter à l'apprentissage tout au long de la vie pour rester pertinents dans un environnement technologique en constante évolution.

Cependant, les chiffres viennent parfois révéler la face cachée du « modèle » allemand. En effet, et selon l'Agence fédérale pour l'emploi (Bundesagentur für Arbeit), le nombre de chômeurs a diminué de 12.000 pour atteindre un total de 2,919 millions. Un taux de chômage qui a légèrement baissé à 6,2% en mai et prévoit une croissance continue du chômage pendant les mois d'été, selon la même source. Cependant, et malgré de légères améliorations, l'agence considère que les pénuries de main-d'œuvre qualifiée entravent l'économie allemande. Une pénurie permanente de travailleurs qualifiés qui constitue un défi majeur pour l'Allemagne, puisqu'environ une profession sur huit connaît actuellement des pénuries de personnel. Selon l'Agence, « cette pénurie nuit considérablement à l'attrait de l'Allemagne en tant que lieu d'implantation d'entreprises. Les secteurs des soins infirmiers et de la santé, de la construction, des métiers spécialisés, des chauffeurs routiers et des enseignants ont été particulièrement touchés par ces pénuries l'année dernière ». Mais malgré ces perspectives incertaines, la banque ING observe, quant à elle, des signes timides de stabilisation sur le marché du travail. Les plans de recrutement, tant dans l'industrie que dans les services, ont connu une légère amélioration au cours des deux derniers mois. En outre, plusieurs indicateurs d'offres d'emploi suggèrent une fin potentielle de la tendance à la baisse. Le nombre d'offres d'emploi enregistrées auprès de l'Agence fédérale pour l'emploi en mai s'élevait à 634.000, soit une diminution d'environ 67.000 par rapport à l'année précédente. Si ces premières indications sont porteuses d'espoir, selon l'Agence, les perspectives à long terme du marché du travail allemand restent incertaines en raison de problèmes structurels persistants, souligne-t-on.

## Tendances et attentes

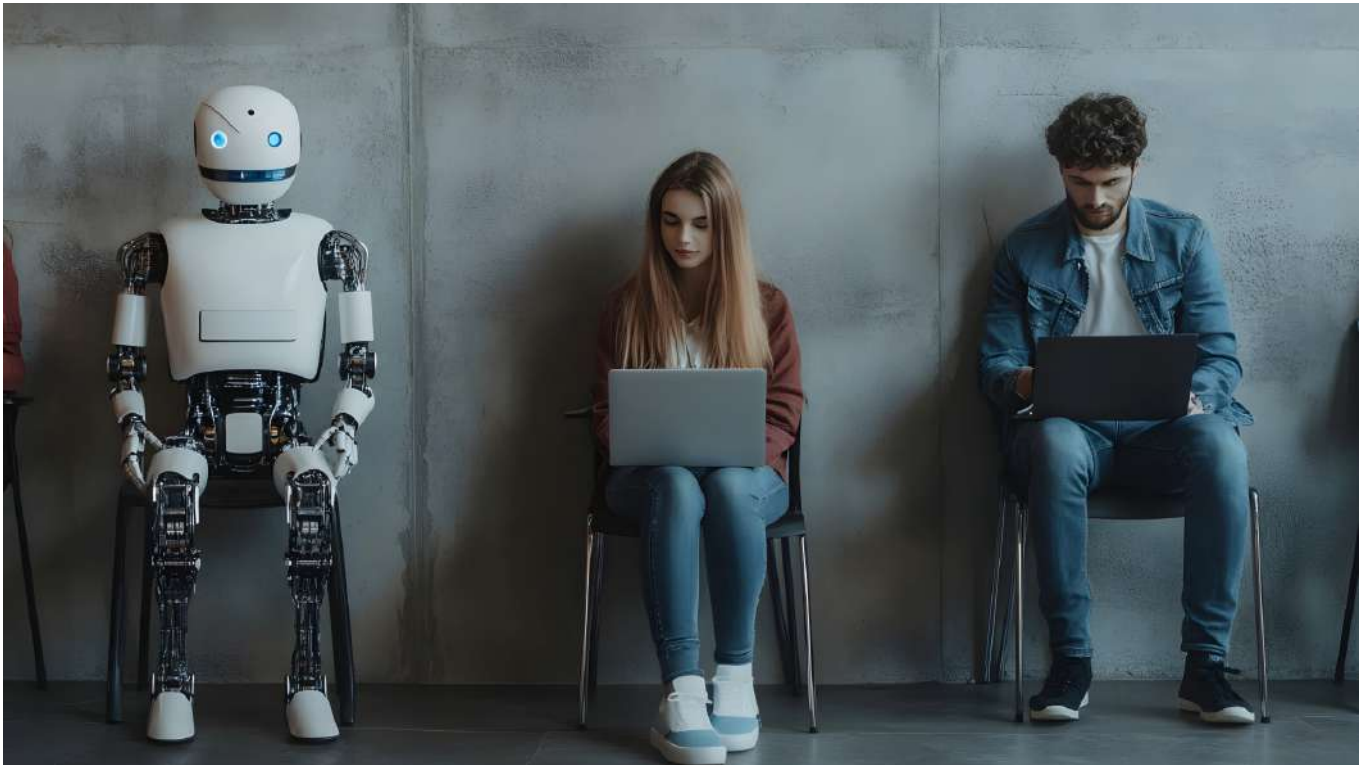
Selon une étude de Statista - un portail en ligne offrant des statistiques issues de données d'instituts, d'études de marché et d'opinion ainsi que de données provenant du secteur économique - environ 36 % des employés en Allemagne travailleront à distance au moins deux jours par semaine cette année. Des grands groupes allemands comme Siemens et SAP ont déjà adopté des modèles de travail flexibles, permettant à leurs employés de travailler depuis n'importe quel endroit au moins trois jours par semaine. Siemens a même annoncé que plus de 140 000 de ses employés auront cette flexibilité de façon permanente, ce qui montre une adoption à grande échelle de cette tendance, selon la même source. De plus l'automatisation et l'intelligence artificielle (IA) joueront un rôle central dans la transformation des processus de travail. Un rapport de McKinsey indique que jusqu'à 23 % des tâches actuellement effectuées par des humains en Allemagne pourraient être automatisées. Cela inclut des tâches répétitives dans des secteurs comme la fabrication, mais aussi des tâches complexes comme l'analyse de données dans le domaine financier. Par ailleurs, la Deutsche Bank a déjà commencé à automatiser certaines de ses fonctions de back-office, réduisant ainsi les coûts et augmentant l'efficacité. L'automatisation ne signifie pas nécessairement une réduction massive des emplois, mais plutôt une évolution des rôles. Les employés seront de plus en plus amenés à collaborer avec des machines intelligentes, ce qui exigera une adaptation rapide et l'acquisition de nouvelles compétences. Pour faire face à cette transition, les entreprises comme Bosch investissent massivement dans la formation continue de leurs employés afin de les préparer à travailler avec ces nouvelles technologies.

D'autre part, la diversité et l'inclusion deviendront des priorités stratégiques pour attirer et retenir une main-d'œuvre diversifiée. En Allemagne, où la population active vieillit rapidement, l'intégration de groupes sous-représentés, tels que les personnes âgées, les immigrants et les femmes dans les secteurs technologiques, sera essentielle.

## Un marché attractif pour les travailleurs étrangers

Les changements de politique gouvernementale en Allemagne ont un impact sur le marché du travail et le paysage de l'emploi. Les changements politiques tels que la réglementation du marché du travail, les ajustements des lois et des politiques, les investissements et d'autres facteurs jouent un rôle important dans l'impact sur le marché du travail. Le PIB du pays a considérablement augmenté et devrait augmenter de 1,5 % en 2025.

Dans l'ensemble, tout le monde s'accorde à dire qu'en 2025, le marché du travail allemand et européen continue d'être attractif, avec des opportunités pour les travailleurs étrangers, notamment dans les secteurs technologiques, de l'ingénierie et des soins de santé. Les professions en pénurie, comme les ingénieurs et les professionnels de la santé, sont particulièrement recherchées. Le salaire moyen en Allemagne est estimé à 4 334 € par mois en 2025, mais les salaires peuvent varier considérablement en fonction du secteur et du niveau de qualification. Cependant, l'immigrant se doit de maîtriser la langue allemande, de s'adapter à la culture du pays et comprendre la législation du travail. L'Allemagne facilite, en effet, l'immigration « choisie » grâce à la nouvelle loi sur l'immigration de travailleurs qualifiés. En effet, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Europe souligne l'importance de l'investissement dans la formation et la mobilité des travailleurs. Les salons d'emploi et les forums de recrutement restent des outils précieux pour les chercheurs d'emploi.



L'emploi à l'ère de l'Intelligence Artificielle générative

## Un emploi sur quatre à risque de transformation

---

Une récente étude conjointe de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Institut national de recherche (NASK) de Pologne révèle qu'un emploi sur quatre dans le monde est potentiellement exposé à l'intelligence artificielle générative (IA générative ou GenAI) — mais que la transformation, plutôt que le remplacement, est le scénario le plus probable. Le rapport intitulé « Generative AI and Jobs : A Refined Global Index of Occupational Exposure (IA générative et emploi: un indice mondial affiné de l'exposition professionnelle) », présente une évaluation mondiale détaillée de la manière dont la GenAI pourrait remodeler le monde du travail. Il en ressort que 25 % des emplois mondiaux relèvent de professions potentiellement exposées à la GenAI, avec une part plus élevée dans les pays à revenu élevé (34 %). L'exposition reste nettement plus élevée chez les femmes. Dans les pays à revenu élevé, les emplois les plus exposés à l'automatisation représentent 9,6 % de l'emploi des femmes, contre seulement 3,5 % pour les hommes. D'autre part, les emplois de bureau sont les plus exposés, du fait de la capacité théorique de la GenAI à automatiser bon nombre de leurs tâches. Toutefois, l'évolution des capacités de la GenAI entraîne aussi une exposition croissante de certaines professions cognitives hautement numérisées dans les secteurs des médias, des logiciels et de la finance, a-t-on estimé.

Loin d'être alarmiste, le rapport montre, en revanche, que l'automatisation complète reste limitée. En effet, explique-t-on, « de nombreuses tâches, bien que potentiellement réalisées plus efficacement, nécessitent toujours une intervention humaine ». L'étude met en lumière les trajectoires divergentes entre les métiers déjà habitués à des transformations numériques rapides (comme les développeurs de logiciels) et ceux où des compétences numériques limitées peuvent entraîner des effets négatifs. Selon l'étude, les politiques encadrant les transitions numériques seront déterminantes pour maintenir les travailleurs dans des métiers en transformation et garantir la qualité des emplois.

## **Préparer les marchés du travail à un avenir numérique plus équitable**

Par ailleurs, l'étude OIT-NASK souligne que la GenAI est plus susceptible de transformer les emplois que de les supprimer. Les chiffres donnés concernent, tient-on à rassurer, l'exposition potentielle et non des pertes d'emploi réelles. Les contraintes technologiques, les lacunes en infrastructures et le manque de compétences font que l'application de la GenAI variera fortement selon les pays et les secteurs. Et d'estimer que face à l'emballement autour de l'IA, « il est crucial d'apporter de la clarté et du contexte », non sans rappeler que cet outil aide les pays à évaluer l'exposition potentielle et à préparer leurs marchés du travail à un avenir numérique « plus équitable ». Et ne se limitant pas au constat, le rapport appelle les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs à engager un dialogue social actif et à mettre en place des stratégies inclusives et proactives pour améliorer la productivité et la qualité des emplois, en particulier dans les secteurs les plus exposés.

Enfin, l'OIT a tenu à rappeler que l'indice mondial affiné sur l'exposition à l'IA générative fournit aux décideurs un outil crucial pour gérer son impact sur le travail. Il fournit un aperçu nuancé de la manière dont l'IA pourrait transformer les professions à travers les pays, en combinant près de 30 000 tâches professionnelles, une validation par des experts, une notation assistée par IA, et les micro-données harmonisées de l'OIT, selon ses explications. Et d'informer que les prochains rapports porteront sur les impacts au niveau national et fourniront des recommandations techniques pour orienter les politiques, notamment dans les économies émergentes et en développement.



## Tensions géopolitiques et perturbations du commerce mondial

# Des facteurs freinant la croissance de l'emploi, selon l'OIT

L'organisation internationale du travail (OIT) identifie les tensions géopolitiques et les perturbations du commerce mondial comme des facteurs majeurs du fléchissement des perspectives économiques, freinant la croissance de l'emploi. Dans ses prévisions d'emploi mondial pour 2025, parues fin mai, l'organisation a révisé ses prévisions antérieures, prévoyant la création de 53 millions d'emplois au lieu des 60 millions précédemment estimés. Cela se traduit par une réduction de la croissance de l'emploi mondial de 1,7% à 1,5% cette année. Cette baisse – qui équivaut à environ sept millions d'emplois supplémentaires en moins – reflète une révision à la baisse des perspectives économiques mondiales, la croissance du PIB étant attendue à 2,8%, contre une projection précédente de 3,2%. En outre, l'OIT estime que près de 84 millions d'emplois dans 71 pays sont directement ou indirectement liés à la demande des consommateurs américains. Ces emplois – et les revenus qu'ils génèrent – risquent de plus en plus d'être perturbés par l'aggravation des tensions commerciales. La région Asie-Pacifique concentre la plupart de ces emplois (56 millions). Toutefois, c'est au Canada et au Mexique que la proportion d'emplois exposés est la plus élevée (17,1%).

Le rapport met également en évidence des tendances inquiétantes dans la répartition des revenus. La part du revenu du travail – qui est la proportion du PIB allant aux travailleurs – a chuté au niveau mondial de 53,0% en 2014 à 52,4% en 2024. L'Afrique et les Amériques ont connu les baisses les plus importantes. Si cette part était restée inchangée, le revenu du

travail au niveau mondial aurait été supérieur de 1 000 milliards de dollars en 2024, soit 290 dollars de plus par travailleur en termes de pouvoir d'achat constant. Cette érosion de la part du revenu mondial revenant aux travailleurs exerce une pression à la hausse sur les inégalités et met en évidence un décalage entre la croissance économique et la rémunération des travailleurs, selon le rapport.

## Evolution vers des emplois hautement qualifiés

Le rapport fait état également d'une évolution de l'emploi vers des emplois hautement qualifiés. Les femmes sont à la tête de cette tendance. Entre 2013 et 2023, la proportion de femmes occupant des emplois hautement qualifiés est passée de 21,2% à 23,2%, alors que la proportion d'hommes occupant des emplois hautement qualifiés était d'environ 18% en 2023. Pourtant, souligne l'OIT, « la ségrégation professionnelle persiste, les femmes étant sous-représentées dans des secteurs tels que la construction et surreprésentées dans les emplois de bureau et de soins ». D'autre part, et alors que le niveau d'éducation continue d'augmenter dans le monde entier, le marché du travail reste caractérisé par d'importantes inadéquations entre les niveaux d'éducation, estime la même source. Et d'indiquer qu'en 2022, seuls 47,7% des travailleurs possédaient des qualifications correspondant aux exigences de leur emploi. La proportion de travailleurs sous-éduqués a diminué de 37,9% à 33,4% au cours de la dernière décennie, mais la proportion de travailleurs « suréduqués » a augmenté de 15,5% à 18,9%, selon le rapport.

Par ailleurs, le rapport n'a pas omis d'aborder les incontournables effets des nouvelles technologies sur le monde du travail. A cet effet, il constate que près d'un travailleur sur quatre pourrait voir son emploi transformé par l'IA générative. Une plus grande proportion d'emplois dans les professions moyennement qualifiées sont plus ou moins exposés, mais un plus grand pourcentage d'emplois dans les professions hautement qualifiées sont très exposés, les tâches existantes pouvant potentiellement être automatisées par l'IA. Enfin, et commentant le rapport, Gilbert F. Houngbo, Directeur général de l'OIT estime que les conclusions de ce rapport peuvent servir de « feuille de route » pour la création d'emplois décents. *« Nous pouvons faire la différence, et ce en renforçant la protection sociale, en investissant dans le développement des compétences, en promouvant le dialogue social et en construisant des marchés du travail inclusifs afin de garantir que les changements technologiques profitent à tous. Et nous devons le faire avec urgence, ambition et solidarité »* a-t-il asséné. Pour lui, *« l'économie mondiale croît à un rythme plus lent que prévu. Si les tensions géopolitiques et les perturbations commerciales se poursuivent, et si nous n'abordons pas les questions fondamentales qui remodelent le monde du travail, elles auront très certainement des répercussions négatives sur les marchés du travail dans le monde entier »*.

**Matthias Schäfer**

157 rue Mohamed Zekkal  
El Madania, Alger  
+213 (0) 44 192 505  
[kasalgerie@kas.de](mailto:kasalgerie@kas.de)

Éditeur : Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie, 2024, Alger

Cette publication de la Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. est uniquement à titre informatif.  
Il ne peut pas être utilisé par des partis politiques, des militants électoraux ou des contributeurs à l'intention de publicité électorale. Cela s'applique aux élections du Bundestag, du Landtag et locales ainsi qu'aux élections au Parlement européen.



Le contenu de cette œuvre est sous licence « Creative Commons Attribution Partage dans les mêmes conditions 4.0 international » CC BY-SA 4.0 (disponible sur : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)

Crédits photos  
© stock.adobe.com